N° 4926 — 6e Année — CINQ CENTIMES — Vendredi 19 Janvier 1894

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, N° TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.

Abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES. . . . . 0 fr. 25 la ligne
RECLAMES. . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS. . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES. . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal à Paris, à l'Agence Havas, place des Bourse, 8.

TÉLÉPHONE

NORD ET MIDI

Que les journaux du Midi défendent avec vivacité les intérêts des viticulteurs de leur région, il n'y a là, assurément, rien que de très louable et de très légitime. Que, sous l'empire de cette préoccupation, il leur arrive de dépasser parfois un peu la mesure, cela peut s'admettre. Il ne faudrait pourtant pas aller jusqu'à rééditer, à propos du *modus vivendi* conclu avec l'Espagne, les vieilles accusations, cent fois réfutées, d'avoir sacrifié les intérêts du Midi à ceux du Nord.

Nous ferons observer d'abord à ceux de nos confrères qui tiennent un pareil langage, que l'arrangement conclu avec l'Espagne, n'a, en aucune manière, le caractère d'un traité de commerce. La durée de l'arrangement n'est que d'une année, et la faculté de dénonciation trois mois seulement à l'avance, suffisent à prouver que notre liberté économique ne se trouve enchaînée en aucune façon. A vrai dire, on a, sous l'empire d'une pressante nécessité, ajourné le règlement des difficultés plutôt qu'on ne les a résolues. Ce qui donne à l'arrangement intervenu une importance particulière, c'est qu'on a fait, d'une part, consacrer l'intangibilité de notre tarif minimum, d'autre part, amener l'Espagne à reconnaître des droits qu'elle semblait disposée à nous contester. C'est un résultat considérable et dont tous les producteurs doivent savoir le plus grand gré au Gouvernement.

Nous ferons aussi appel à la mémoire de nos confrères du Midi. Lorsqu'on a voté le relèvement des droits sur les vins, il n'est personne assurément qui ne se rendît compte que ces droits seraient surtout sensibles pour l'importation espagnole. On savait bien que l'Espagne serait amenée, de son côté, à prendre des mesures pour se défendre non contre l'importation agricole française qu'elle n'avait point à craindre, mais contre l'importation industrielle. Il serait pourtant impossible de citer un journal quelconque du Nord qui ait protesté contre les droits sur les vins en arguant qu'on sacrifiait les intérêts du Nord à ceux du Midi. On ne se faisait pas d'illusions sur la portée de la mesure. On l'acceptait cependant par cet esprit d'union et de solidarité qui a seul rendu possible la réforme de notre régime économique. Aujourd'hui encore, il n'est aucun industriel du Nord qui demande la réduction du droit sur les vins, dût-elle avoir pour conséquence un traitement plus favorable pour l'industrie.

Cette attitude est d'ailleurs toute naturelle. Nous ne la signalons pas pour faire l'éloge de l'industrie, mais pour demander à l'agriculture de s'y conformer. Nous ne voulons pas rappeler avec insistance qu'un temps fut où la viticulture était fort libre-échangiste et ne s'inquiétait que médiocrement de savoir si le libre-échange était funeste à l'industrie du Nord ; et d'ailleurs, tout cela appartient au passé et à un passé qui, nous l'espérons, ne revivra plus.

Nous avons assez d'adversaires à combattre ; ne nous querellons pas entre producteurs dont, par aventure, les intérêts peuvent être un peu différents, mais sont, dans leur ensemble, liés par une étroite solidarité. Il n'y a et ne doit y avoir ni Nord, ni Midi, mais uniquement des producteurs dont l'union a assuré la victoire et la maintiendra.

T. LALOUVET.

Echos et Nouvelles

Les journaux anglais relèvent le fait qu'à un match de football entre les clubs de Carnsley et de Nortonthorpe, quatorze des joueurs ont été blessés plus ou moins grièvement.

* *

Une chose qui se voit pas souvent à Douai, hélas ! ni ailleurs.

La première session de la cour d'assises des Pyrénées-Orientales, qui devait s'ouvrir hier à Perpignan, n'a pas pu avoir lieu, aucune affaire ne se trouvant inscrite au rôle ; les jurés avaient été prévenus de ne pas avoir à se déranger.

Heureux département !

* *

Un auteur dramatique, M. Salmony d'Hadamar, s'est suicidé à Francfort parce que les directeurs de théâtres refusaient de prendre ses pièces.

On nous signale à Washington, que le bal, qui a eu lieu récemment à la Maison-Blanche, a coûté environ 60 000 fr. à M. Carnot. Le Club des hommes d'affaires, qui organisait le bal, a dû, en outre, payer 5 000 fr. pour la location du local. Le prix de chaque billet d'entrée était de 25 francs, et le nombre des invités s'élevait à 1 500 personnes. Le Club a dû, en outre, payer les rafraîchissements, qui ont coûté environ 10 000 fr. Le président Carnot a dû payer 1 000 fr. pour le vestiaire, 1 000 fr. pour le service de la table, 1 000 fr. pour le service de l'office, 1 000 fr. pour le service de la cave, 1 000 fr. pour le service de la salle à manger, 1 000 fr. pour le service de la salle de bal, 1 000 fr. pour le service de la salle de musique, 1 000 fr. pour le service de la salle de jeux, 1 000 fr. pour le service de la salle de lecture, 1 000 fr. pour le service de la salle de billard, 1 000 fr. pour le service de la salle de bains, 1 000 fr. pour le service de la salle de repos, 1 000 fr. pour le service de la salle de danse